

Le 1er octobre est la Journée mondiale de l'habitat et la Journée internationale des personnes âgées, le 2 octobre est la Journée internationale de la non-violence, le 11 octobre est la Journée internationale de la fillette, le 16 octobre, c'est la Journée mondiale de l'alimentation, le 17 octobre est la Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté, le 24 octobre, c'est la Journée des Nations Unies et la Journée d'information sur le développement dans le monde, et le 27 octobre est la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel

Nouvelles de septembre 2012

Compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG

Cet article est le deuxième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

Principe 1. Le public dispose du droit d'accès aux archives des organismes publics. Tant les organes publics que privés devraient ouvrir leurs archives de la façon la plus large possible.

L'accès aux archives de l'administration publique est essentiel pour une société informée. La démocratie, la capacité à rendre des comptes, la bonne gouvernance et l'engagement civique exigent la garantie juridique que les personnes auront accès aux archives des organismes publics produites par des gouvernements nationaux, des territoires autonomes et des administrations locales, des institutions intergouvernementales, et par toute organisme et toute personne physique ou morale exerçant des fonctions publiques ou fonctionnant avec des fonds publics. Toutes les archives des organismes publics sont ouvertes au public sauf si elles relèvent d'une exception juridiquement fondée.

Les institutions tant publiques que privées détenant des archives privées n'ont pas l'obligation légale d'ouvrir leurs archives à des usagers externes, sauf législation spécifique, exigence ou règlement juridique leur imposant cette responsabilité. Cependant de nombreuses archives privées détiennent à la fois des documents institutionnels et des papiers personnels qui ont une valeur importante pour comprendre l'histoire sociale, économique, religieuse, communautaire et personnelle, ainsi que pour faire progresser la pensée et soutenir le développement. Les archivistes travaillant dans des institutions privées et gérant leurs archives les encouragent à fournir au public l'accès aux archives, en particulier si ces institutions détiennent des archives dont la connaissance permettra de protéger des droits ou de profiter à l'intérêt public. Les archivistes mettent l'accent sur l'importance de l'ouverture des archives institutionnelles pour contribuer à assurer la transparence et la crédibilité de l'administration, améliorer la

compréhension par le public de l'histoire unique de l'organisation et de ses apports à la société, aider l'institution à assumer sa responsabilité sociale de partage de l'information pour le bien public, et améliorer l'image de l'institution.

Le premier principe est une déclaration globale de l'importance de l'accès aux archives. Il sert de cadre au reste des Principes.

Les archivistes et les chercheurs s'accordent à dire que les documents gouvernementaux sont essentiels pour comprendre le passé. Voici un exemple: entre 1946 et 1958, les habitants des îles Marshall ont enduré soixante-sept essais nucléaires expérimentaux lancés par les Etats-Unis, qui étaient les administrateurs du Territoire sous tutelle de Micronésie, qui comprenait ces îles. Les habitants de quatre atolls ont été exposés à la contamination des retombées nucléaires qui ont compromis la santé des individus, rendu leurs terres inhabitables et détruit leurs ressources marines et leur faune. En 1986, les îles ont gagné leur souveraineté en tant que République des îles Marshall (RMI), quand les gouvernements des Etats-Unis et de la RMI ont conclu un Compact of Free Association, en vertu duquel les États-Unis ont accepté la responsabilité pour les dommages causés par les essais et ont établi un fonds de compensation administré par un Tribunal mis en place par le gouvernement de la RMI. Afin de répartir équitablement les revenus du fonds, le gouvernement de la RMI et son Tribunal des revendications nucléaires devaient savoir exactement ce qui s'était passé avant, pendant et après les essais ; en d'autres termes, ils devaient avoir accès aux archives américaines. Les autorités américaines ont commencé à identifier et déclassifier les documents pertinents du gouvernement, et bien que des milliers de pages de documents aient été remises à la RMI, certains documents ont été déclassifiés seulement en partie et certains ont été totalement retenus. Le Tribunal, pressé de commencer à effectuer des paiements de compensation, a commencé son travail sur la base d'informations incomplètes. Mais le gouvernement de la RMI refuse de fermer la procédure avant de savoir ce qui s'est réellement passé dans les îles jusqu'à ce que toutes les archives soient ouvertes ; il insiste sur le fait qu'il ne peut y avoir "aucune fermeture sans divulgation complète."

Les archives du gouvernement ne suffisent pas, cependant, pour que nous puissions acquérir une compréhension complète des événements du passé. Comme l'a écrit la Société d'Histoire des relations extérieures des Etats-Unis, en commentant le projet des Principes, « Dans un monde d'ONG, de gouvernance extra-nationale, d'acteurs non gouvernementaux financés (indirectement) par les Etats, et les diverses formes d'accords et d'activités d'organisations non gouvernementales / étatiques qui affectent les sociétés, les documents d'archives doivent être conservés aussi complètement que possible, même si la vie privée, les droits de propriété et / ou la sécurité nationale en retardent l'accès ». Quelques exemples démontrent la nécessité d'avoir accès aux archives du secteur privé.

* La Commission de vérité et réconciliation du Canada effectue des recherches sur "l'histoire, le but, l'exploitation et la supervision du système des pensionnats indiens, l'effet et les conséquences de l'IRS (y compris les dommages systémiques, les conséquences intergénérationnelles et l'impact sur la dignité humaine) et l'héritage continu des pensionnats". On estime que 100'000 enfants des Premières nations ont été arrachés à leurs familles et forcés à vivre dans 130 pensionnats depuis plus d'un siècle, à partir des années 1880 et jusqu'en 1996. La majorité des écoles étaient administrées par des entités catholiques, environ un quart des écoles étaient

gérées par l'Eglise anglicane, et le reste par des presbytériens et l'Église unie. Les archives de toutes ces églises sont des ressources essentielles pour le travail de la Commission.

* En 2012, la Société Nationale des Chemins de fer français (SNCF), a numérisé et mis sur son site Web public l'ensemble de ses archives de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, répondant à une demande de la part des victimes de guerre pour qu'elle prenne en compte son rôle dans les déportations vers les camps de concentration nazis.

* En Argentine, *Memoria Abierta*, fondée en 1999 par une coalition d'ONG, collecte, conserve et met à disposition les matériaux que les ONG ont amassés au cours des années pour documenter les violations des droits humains perpétrées au cours de la «sale guerre» de 1976-1983.

Comme la Déclaration universelle des Archives le dit si éloquemment, les archives sont une "nécessité vitale . . . pour soutenir l'efficacité, la responsabilisation et la transparence des entreprises, pour protéger les droits des citoyens, pour établir la mémoire individuelle et collective, pour comprendre le passé, et pour documenter le présent dans le but d'orienter les actions futures". L'accès aux archives s'avère nécessaire dans la réalité.

Nouvelles du Groupe de travail des Drois humains.

Le Groupe de travail est extrêmement heureux que Roman Lescano, qui étudie sa Licenciatura sur les archives de l'Université nationale de Cordoba, en Argentine, ait proposé de traduire les Nouvelles HRWG en espagnol. Il travaillera avec Tessa Fallon, notre webmaster, pour mettre les traductions sur le site web de la section HRWG du Conseil international des Archives. Merci à Anna Szlejcher, de l'université, d'avoir persuadé Roman de le faire.

Nouvelles internationales.

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le Conseil des droits de l'homme a conclu sa réunion le 28 septembre. Parmi les résolutions que le Conseil a adoptées, celle sur le droit à la vérité comporte une demande pour que le Haut-Commissaire "recueille des informations sur les bonnes pratiques dans la création, la préservation et le règlement d'accès sur les droits humains aux archives nationales, et rende l'information reçue accessible au public dans une base de données en ligne." http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/21/L.16

Le Conseil a entendu un rapport du Rapporteur spécial sur "les implications pour les droits de l'homme de la gestion écologiquement rationnelle et l'élimination des substances et déchets dangereux" lors de sa mission aux îles Marshall (voir le paragraphe sur le Principe 1 ci-dessus pour obtenir des informations historiques). Il a recommandé que les Etats-Unis "accordent l'accès complet aux Iles Marshall sur les renseignements et les archives des Etats-Unis concernant les conséquences sur la santé humaine et l'environnement de l'utilisation militaire passée et actuelle qu'ils ont fait des îles, ainsi que l'accès complet aux archives médicales américaines et autres les documents connexes sur les habitants des îles Marshall, en conformité

avec le droit à l'information et le principe de transparence".

http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session21/A-HRC-21-48-Add2_en.pdf

Le Conseil a également reçu un rapport de la Commission d'enquête sur la Syrie, qui a recueilli plus de 1'100 entretiens avec des victimes, des réfugiés et des transfuges. Les interviews sont des archives importantes pour les activités judiciaires connexes et futures concernant le conflit. Le mandat de la Commission a été prolongé de six mois.

<http://www.reuters.com/article/2012/09/28/us-syria-crisis-warcrimes-idUSBRE88R0H420120928>

Chambres extraordinaires des Tribunaux cambodgiens. Le tribunal du Cambodge qui juge les crimes contre l'humanité commis par le régime des Khmers rouges a publié 1'749 documents (sur 12'000) du dossier de leur première affaire terminée, le procès et la condamnation de Kaing Guek Eav, alias Duch, qui était à la tête de la prison de haute sécurité notoire S-21. Selon le communiqué de presse de la Cour, les trois-quarts des documents non publiés sont utilisés dans trois cas supplémentaires. Les CETC ont également publié leurs lignes directrices sur le déclassé (confusément appelées « reclassification »).

http://www.rtnnews.com/1960809/cambodia-genocide-tribunal-declassifies-over-1700-confidential-documents.aspx?type=gn&utm_source=google&utm_campaign=sitemap;

communiqué de presse :

<http://www.eccc.gov.kh/sites/default/files/media/ECCC%20SCC%20PR%20-%206%20September%202012-EN.pdf>

Cour pénale internationale pour le Rwanda. Lors d'une conférence de presse, le Procureur par intérim du TPIR a dit que, personnellement, il estime que le "peuple du Rwanda mérite la possibilité d'accueillir les archives des procès lorsque la Cour internationale fermera en 2012", a rapporté *allAfrica.com*, mais il a ajouté que "la décision sur le destin des archives doit être prise par le Conseil de sécurité de l'ONU". <http://allafrica.com/stories/201209180146.html>

Canada / Guatemala / Espagne / Etats-Unis. Canada a remis Jose Sosa Orantes aux États-Unis pour procès pour fraude en matière d'immigration (fausses déclarations sur les documents qu'il a présentés pour demander la nationalité américaine). Le Guatemala veut aussi juger Sosa Orantes pour crimes contre l'humanité pour son rôle dans le massacre du village de Dos Erres, en 1982, et un juge espagnol a émis un mandat d'arrêt international contre lui pour un procès "centré sur la disparition de huit prêtres espagnols au Guatemala et une attaque contre l'ambassade d'Espagne au Guatemala en 1980 ", dans laquelle plus de 30 personnes sont mortes, a rapporté *FOX Nouvelles Latino*. <http://latino.foxnews.com/latino/news/2012/09/22/suspected-guatemalan-war-criminal-faces-immigration-fraud-charge-in-us/>

Canada / États-Unis. La British Columbia Civil Liberties Association s'inquiète du fait que la US Customs and Border Protection enregistre les numéros de plaque d'immatriculation de chaque véhicule qui traverse la frontière du Canada / Etats-Unis ; le groupe a déclaré à *CTV British Columbia* que les États-Unis partagent les informations des plaques avec les sociétés d'assurances américaines qui tentent de retrouver des véhicules volés. La commissaire chargée de la vie privée de la province cherche à savoir si la numérisation des "véhicules de personnes

innocentes" est conforme aux lois sur la confidentialité. Cependant, la puissance du système dans l'utilisation de l'application des lois a été démontrée en juin, quand la personne « accusée de triple meurtre Travis Baumgartner a été arrêté alors qu'il tentait de traverser la frontière» après que les douaniers ont vu l'immatriculation de son camion, apparemment à partir du scan de surveillance. <http://bc.ctvnews.ca/u-s-customs-sharing-border-licence-plate-scans-1.932619#ixzz253YKG058>. Le partage d'informations au passage de la frontière a également été annoncé à fin septembre.

http://www.cbp.gov/xp/cgov/newsroom/news_releases/national/09282012.xml

TransCanada, une société d'énergie qui développe des pipelines de gaz naturel et de pétrole, envisage de construire un autre tronçon d'un pipeline qu'elle possède aux États-Unis. Le tracé proposé du pipeline a été très controversé, tant en raison des préoccupations environnementales que parce que la route traverse ou passe à proximité de terres détenues souverainement par des tribus amérindiennes. Les traités et les règlements d'application qui ont établi les terres des réserves tribales sont conservés aux Archives nationales et sont essentiels pour comprendre le fondement juridique des négociations entre les tribus et TransCanada. Un article paru dans le *Washington Post* décrit le contexte:

http://www.washingtonpost.com/business/economy/keystone-xl-pipeline-raises-tribal-concerns/2012/09/17/3d1ada3a-f097-11e1-adc6-87dfa8eff430_story.html

Allemagne / Israël. Les Archives de l'Etat d'Israël ont déclassifié et donné accès aux documents relatifs à l'assassinat d'athlètes israéliens par des terroristes palestiniens aux Jeux olympiques de Munich en 1972. <http://www.nytimes.com/2012/09/08/world/middleeast/israel-releases-papers-on-72-munich-killings-part-of-trove.html>. En Allemagne, *Der Spiegel* a publié une analyse en deux parties sur les relations entre l'Allemagne et les Palestiniens dans les années qui ont suivi le massacre ; l'article se fonde sur "des documents qui sont maintenant disponibles", conservés aux Archives politiques du ministère allemand des Affaires étrangères et aux Archives fédérales à Coblenche. <http://www.spiegel.de/international/world/germany-maintained-contacts-with-palestinians-after-munich-massacre-a-852322-2.html>

Irak / Etats-Unis. La bagarre à propos des archives juives irakiennes qui sont conservées aux États-Unis se poursuit sans relâche. Réfutant une allégation selon laquelle les matériaux juifs auraient été transférés en Israël (voir les nouvelles HRWG de juillet 2012), le sous-secrétaire d'État pour les Affaires du Proche-Orient a déclaré à *Al Sumaria News* que les documents sont encore aux Etats-Unis. <http://english.alarabiya.net/articles/2012/09/04/236076.html>

Les représentants des gouvernements irakien et américain se sont réunis le 2 septembre à Bagdad. Le Département d'Etat américain a rédigé un rapport de la réunion, qui déclare: "Les Etats-Unis et l'Irak ont discuté du processus en cours de rapatriement des archives et des documents qui font partie du patrimoine du peuple Irakien."

<http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2012/09/197276.htm> Pour approfondir le contexte, voir le rapport de 2010 par Jeff Spurr, président du Comité de l'Association des bibliothécaires du Moyen-Orient pour les bibliothèques irakiennes, qui relève que la situation aujourd'hui est fondamentalement inchangée. Le rapport commence p. 21 à <http://mela.us/MELANotes/MELANotes.html>

Israël/Liban/Palestine. Un article de fond publié par un chercheur dans le *New York Times* a discuté des "documents récemment déclassifiés" aux Archives d'Etat d'Israël qui jettent la lumière sur le massacre dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila au Liban en 1982. http://www.nytimes.com/2012/09/17/opinion/a-preventable-massacre.html?pagewanted=all&_r=0

Libye/États-Unis. L'ONG *Human Rights Watch* (HRW) a signalé la découverte "de dizaines de milliers de documents d'archives contenant des preuves de crimes" dans le bureau du chef des services secrets sous le régime de Kadhafi. "Nous avons vu plusieurs centaines de documents et photographié environ 300, mais nous n'avons rien pris ", a rapporté le communiqué de presse HRW, ajoutant: "Nous avons travaillé avec le Conseil national de transition (CNT) de Libye pour sécuriser le bâtiment, conserver les documents de manière sûre pour qu'ils puissent être utilisés comme preuve à la Cour. Nous continuons à parcourir Tripoli pour trouver d'autres documents, en essayant de faire en sorte que les archives soient en sécurité. "Parmi les documents que HRW a vus, il y avait ceux "qui confirment qu'autant la Central Intelligence Agency américaine (CIA) que le MI6 au Royaume-Uni ont envoyé des terroristes présumés pour détention en Lybie". <http://www.hrw.org/news/2012/09/05/us-torture-and-rendition-gaddafi-s-libya>;
<http://www.hrw.org/news/2011/09/08/secret-intelligence-documents-discovered-libya>

The Independent (Royaume-Uni) a signalé que, dans le sillage de l'attaque contre le consulat américain à Benghazi et le «refuge» des Etats-Unis en ville, "des documents sensibles ont disparu". Les documents manquants "contiennent probablement la liste des noms de Libyens qui ont travaillé avec les Américains, les mettant potentiellement en danger des groupes extrémistes, alors que d'autres documents sont censés se rapporter à des contrats pétroliers".
<http://www.independent.co.uk/news/world/politics/revealed-inside-story-of-us-envoys-assassination-8135797.html#>

Pakistan / États-Unis. Une étude menée par les facultés de droit de l'Université de Stanford et de l'Université de New York, sur la campagne de frappe de drones américains dans les zones tribales du Pakistan, conclut que plus de civils ont été tués que ce qui a été reconnu par les Etats-Unis. Le rapport, dit *RadioFree Europe / RadioLiberty* "est fondée sur des entretiens avec 130 personnes sur une période de neuf mois". Les entretiens pourraient être des éléments de preuve importants dans une procédure de réclamation ; l'article ne mentionne pas où ils sont conservés.
<http://livingunderdrones.org/>

Pologne / Russie / Etats-Unis. La publication des archives liées au massacre de Katyn semble interminable. Selon un communiqué de presse des Archives nationales des Etats-Unis, après que deux membres de la Chambre des représentants américaine aient demandé "l'identification, la déclassification et la publication de tous les documents ayant une valeur permanente à la garde du gouvernement américain concernant les événements de Katyn", les Archives nationales ont déclassifiés "tous les documents connus liés non seulement aux premiers événements des années 1940, mais aussi à la . . . réponse américaine courante". Les 1000 pages de documents nouvellement déclassifiés montrent que les "Etats-Unis ont étouffé le crime soviétique ", a déclaré *l'Associated Press*. <http://www.archives.gov/research/foreign-policy/katyn-massacre/>;
<http://www.utsandiego.com/news/2012/sep/10/ap-exclusive-memos-show-us-hushed-up-soviet-crime/>

Russie / Etats-Unis. Dans une autre controverse de longue durée, le groupe Chabad-Loubavitch, un mouvement hassidique au sein du judaïsme orthodoxe, a intenté une poursuite contre le gouvernement russe pour obtenir le retour des livres et des manuscrits religieux saisis pendant la révolution bolchevique et les écrits qui ont d'abord été volés par l'Allemagne nazie puis repris en Russie à la fin de la Seconde Guerre mondiale comme butin de guerre. En 2010, un tribunal américain a ordonné au gouvernement russe de les rendre. La Russie ne s'est pas exécutée ; le groupe Loubavitch demande maintenant à la cour d'amender la Russie pour ne pas avoir obéi. Le ministère américain de la Justice a récemment déclaré au tribunal qu'il s'oppose à ces sanctions contre la Russie comme "contraire aux intérêts de la politique étrangère des États-Unis et en contradiction avec la loi américaine", a rapporté *l'Associated Press*.

<http://www.telegram.com/article/20120910/NEWS/120919965/1116> . Pour une analyse juridique de l'affaire, voir le blog de Douglas Cox posté sur http://www.docexblog.com/2012_09_01_archive.html

Nouvelles nationales.

Arménie. Les Archives nationales arménienne ont annoncé qu'en 2012, elles publieront "d'importants documents sur le génocide arménien" numérisés sur Internet, a rapporté *ARMENPRESS.am*. <http://armenpress.am/eng/news/694114/armenian-national-archive-will-publish-digitized-materials-on-armenian-genocide-in-internet.html>

Brésil. La Commission nationale pour la vérité a créé un groupe de travail pour enquêter sur l'Opération Condor, le programme organisé par les dictatures de droite dans le Cône Sud de l'Amérique du Sud avec l'aide des Etats-Unis pour réprimer les mouvements d'opposition dans les années 1970 et 1980.

http://www.plenglish.com/index.php?option=com_content&task=view&id=556001&Itemid=1

Canada. Pour respecter la loi abolissant le registre des « armes d'épaule », la Gendarmerie royale du Canada a déclaré à *CBC News* qu'elle était « en bonne voie » sur le « processus long et compliqué de démonter la base de données et que les travaux de destruction des enregistrements ont commencé peu de temps après que le Parlement a adopté la loi sur l'abolition en avril dernier ». <http://www.cbc.ca/news/politics/story/2012/08/31/pol-gun-registry-data-destruction.html>

Chine. Li Zhensheng a travaillé comme photjournaliste pour le journal local à Harbin, capitale de la province de Heilongjiang, la plus septentrionale de Chine, où il a documenté la Révolution culturelle, en prenant « des images de propagande "positive" de masses aminées de ferveur révolutionnaire pour le journal, et aussi des "négatives" plus nuancées, des images qui questionnent », qu'il avait cachées sous le plancher de sa maison. Certaines de ses images font partie d'une exposition en cours à la Galerie d'art Barbizon à Londres, et quelques photos superbes ont été mises en ligne. Le blog "Lens" du *New York Times*, a interviewé Li, qui a déclaré : « En août 1966, j'ai vu les gardes rouges attaquer l'église Saint-Nicolas et le Jile Temple, temple bouddhiste dans le Heilongjiang. Ils brûlaient les sculptures et les Saintes Écritures. Ils énonçaient de vives critiques contre les dirigeants, contre les moines. J'ai

commencé à avoir des doutes. Quand j'ai commencé à hésiter, j'ai commencé à prendre plus de photos documentant les côtés différents de ce qui se passait ».

<http://lens.blogs.nytimes.com/2012/09/10/through-a-thwarted-cinematographers-eye-chinas-cultural-revolution/>

Estonie. Utilisant une image d'archive avec particulièrement de mauvais goût, un journal estonien a publié une annonce de régime alimentaire avec une photo de prisonniers des camps de concentration de la Deuxième Guerre mondiale. <http://antisemitism.org.il/article/74587/estonian-paper-uses-buchenwald-victims-slimming-pills-ad>

Géorgie. La Géorgie a été impliquée dans un scandale sur les violations des droits de l'homme à l'intérieur de ses prisons, qui ont été filmées par un ancien gardien de prison en 2011 et 2012. Les vidéos ont été diffusées à la télévision géorgienne ; le garde est maintenant en Belgique ; on ne sait pas clairement où la vidéo originale est conservée. <http://www.rferl.org/content/georgia-prison-abuse-video-tbilisi-scandal/24713136.html>

Une entrevue avec le garde se trouve à <http://www.rferl.org/content/georgia-prison-abuse-whistle-blower-interview/24713856.html>

Allemagne. L'affaire des néo-nazis et de la destruction des archives se poursuit (voir le contexte dans les Nouvelles HRWG d'août). *SPIEGEL ONLINE* a obtenu un dossier que le service de contre-espionnage militaire (MAD) de l'Allemagne avait maintenu sur l'un des néo-nazis, Uwe Mundlos, qui est soupçonné d'avoir pris part à la tuerie d'au moins 10 personnes entre 2000 et 2007. MAD "a déchiqueté son propre dossier après que Mundlos ait quitté l'armée", mais avant cela, il avait envoyé des copies des documents du dossier "aux administrations étatiques dans les Etats de Thuringe, de Saxe et de Saxe-Anhalt, ainsi qu'à l'agence nationale de renseignements de l'intérieur". Cet organisme a présenté son dossier au comité parlementaire enquêtant sur le Neo-Nazi National Socialist Underground (NSU), et le ministère de l'Intérieur du Land de Thuringe "a récemment fourni" 600 documents à la commission d'enquête du parlement du Land de Thuringe. La présidente du comité de Thuringe a déclaré : « C'est agréable quand les dossiers réapparaissent soudainement », puis a ajouté « qu'elle avait toutefois des doutes constants que "quelqu'un quelque part" pourrait être "délibérément en train de déchiqueter" du matériel important ». *SPIEGEL ONLINE* a également eu accès à un fichier sur un informateur de l'Office national des enquêtes criminelles qui est "soupçonné d'avoir aidé et encouragé" la NSU.

<http://www.spiegel.de/international/germany/intelligence-agency-tried-to-recruit-neo-nazi-terrorist-uwe-mundlos-a-855456.html>; <http://www.spiegel.de/international/germany/senior-berlin-official-under-pressure-for-handling-of-neo-nazi-terror-cell-a-857586.html>

Le déchiquetage du papier fait tout naturellement penser à la tentative de destruction des dossiers de la Stasi. Après avoir décrit les problèmes de reconstruction de documents déchiquetés, un article de la *BBC News Magazine* ajoute une section sur les travaux de numérisation "de milliers d'enregistrements sonores laissés" par la Stasi. "La plupart des enregistrements ne sont pas étiquetés" de sorte que les archivistes doivent à la fois identifier et numériser les enregistrements audio. Un enregistrement tragique fait entendre "une femme dans un procès secret de la Stasi vers 1950 [qui] se lamente désespérément lorsqu'elle est condamnée à mort."

<http://www.bbc.co.uk/news/magazine-19344978>

Albert Ferdinand Heim, médecin d'un camp de concentration nazi surnommé "Dr de la Mort", qui a fui à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a été déclaré mort après que son avocat a donné à un tribunal régional de Baden-Baden divers documents, incluant un permis de conduire égyptien avec une photo de Tarek Hussein Farid, un certificat officiel confirmant la conversion de Heim à l'Islam et son changement de nom en Farid, et les dossiers médicaux qui déclarent, selon témoin, qu'il est mort du cancer en 1992 au Caire, en Egypte.

http://www.nytimes.com/2012/09/22/world/europe/germany-ends-hunt-for-nazi-dr-death.html?_r=1

Un chercheur de l'Université de l'Institut d'études européennes de Californie travaille à établir une liste officielle des instruments de musique et des manuscrits confisqués par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans un article du *New York Times*, le chercheur a décrit la recherche massive d'archives qui est nécessaire pour déterminer la provenance des instruments, et décrit le violon que le ministre de la propagande nazie, Joseph Goebbels, a présenté à une jeune femme violoniste japonaise en 1943.

<http://www.nytimes.com/2012/09/23/arts/music/nejiko-suwa-and-joseph-goebbels-gift.html?pagewanted=all>

Hongrie. Les autorités hongroises ont arrêté un ancien ministre de l'Intérieur accusé de crimes de guerre pour son rôle dans l'écrasement de la révolution hongroise de 1956 et les représailles qui ont suivi. Selon la *BBC News*, il est "le premier de la direction communiste de 1956 à faire face à une enquête criminelle". De nombreuses sources d'archives devraient être disponibles pour confirmer ses actes. <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-19546237>

Inde. L'état de Maharashtra numérise les archives de ses terres et de ses biens et donne des ordinateurs portables et des connexions Internet aux représentants du gouvernement central dans les villages, et à 3000 "inspecteurs du fisc" afin qu'ils puissent "fournir des informations sur les registres fonciers de n'importe quel endroit". L'Etat a eu des problèmes avec l'authenticité des documents relatifs aux terres depuis de nombreuses années, et un fonctionnaire du gouvernement a déclaré au *Times of India* que "la migration des populations des zones rurales vers les zones urbaines et dans les pays étrangers a compliqué les problèmes étant donné que les gens qui ont migré n'ont pas suffisamment de temps pour trouver les documents dans les tas des bureaux de revenus". http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-09-23/pune/34040261_1_land-records-talathis-land-disputes

Les tristes nouvelles sur les archives en Inde se répètent ; un chercheur aux archives de l'Etat d'Andhra Pradesh "est devenu inconscient prétendument après avoir manipulé quelques vieux documents puants la semaine dernière", a rapporté *The Times of India*. L'article a commenté: "Une fois encore, l'incident a mis en évidence la disposition du gouvernement à permettre que les vieilles archives, pour la plupart des documents sur papier, pourrissent dans la négligence". Les responsables des archives ont maintenant désinfecté par fumigation quelques-uns des documents que le chercheur envisage d'utiliser. http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-09-18/hyderabad/33925025_1_state-archives-digitization-project-documents

Irak. Dans un geste controversé, Saad Iskander, l'archiviste national de l'Irak, "a préparé et soumis" au gouvernement un "projet de loi qui, s'il est adopté par le Parlement, rendrait

criminelle la publication de documents de l'époque Saddam, sans le consentement des personnes concernées". Iskander a déclaré à l'*Agence France-Presse*, "les responsables du parti Baas, les organisations secrètes, la police secrète, ils ont tous reçu et écrit des millions et même des milliards de rapports sur les gens ordinaires, les responsables du parti" ; il a ajouté que c'était "une dictature terrible qui a dominé tous les aspects de la vie, non seulement par la terreur, mais aussi à travers la documentation et l'espionnage".

<http://www.bangkokpost.com/news/world/314138/iraq-archives-chief-moves-to-seal-saddam-era-files>

Kosovo. Un ancien commandant de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) a été nommé à la tête de la commission chargée de vérifier "le nombre exact des membres de l'UCK et vérifier l'identité de ceux qui ont combattu et sont morts pour l'UCK pendant la guerre contre les forces de sécurité de la Serbie en 1998 et 1999". Les personnes qui sont "vérifiées" auront la possibilité de recevoir une aide de l'Etat, a signalé *BIRN*. Les dossiers de la Commission, incluant la liste vérifiée des vétérans, devraient faire partie des archives nationales du Kosovo.

http://www.balkaninsight.com/en/article/agim-ceku-to-count-kla-war-veterans?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=0a49d60dd1-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email

Liberia. Le Center for National Documents and Records Agency a lancé un programme de numérisation et un centre de service à la clientèle à Monrovia, qui "répond aux demandes de titres fonciers actuels et de documents nationaux, dont des actes, des grands livres qui sont composés chronologiquement de copies manuscrites de l'acte homologué original", a rapporté *The Inquirer*. Il a cité le ministre des Affaires étrangères, qui déclare que "les affaires judiciaires impliquant des terres sont de plus en plus difficiles à juger parce que les documents ne sont pas fiables et manquent d'intégrité", et que le nouveau centre est "une initiative de résolution des conflits, car il va décourager les ventes multiples d'une seule parcelle de terrain". La conservation des documents électroniques sera vitale, si les prédictions du ministre se voient réalisées. http://theinquirer.com.lr/content1.php?main=editorial&ed_id=76

Népal. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme a pressé le gouvernement du Népal de publier un "rapport sur la cartographie du conflit" de 300 pages, qui contient "plus de 2'000 graves" violations des droits de l'homme pendant le conflit 1996-2006. Le rapport est basé sur "plus de 20'000 documents" des archives du Haut-Commissaire au Népal, et "les documents compilés à partir de vastes contrôles sur le terrain par une équipe d'experts nationaux et internationaux", a rapporté *le Kathmandu Post*. Les archives du HCDH détiennent vraisemblablement des copies de tous les documents de fonds.

<http://www.asianewsnet.net/home/news.php?id=36887&sec=1>

Pakistan. Suite à cette tendance mondiale, le gouvernement du Punjab numérise son système de registres terriens avec l'aide d'un crédit de 70 millions de dollars de la Banque mondiale "pour l'expansion du Projet des systèmes de gestion et d'information du Pendjab Land Records et la prestation de ses services dans toute la province", a rapporté *Business Recorder*. L'article prétendait que le système actuel "est aussi inefficace que corrompu" et que les responsables gouvernementaux "qui maintiennent les enregistrements manuels, sont connus pour refuser de délivrer des titres de propriété sans prendre des pots de vin".

<http://www.brecorder.com/editorials/0:/1241321:digitizing-land-records/>

Contraste frappant avec les millions dépensés pour la numérisation des registres fonciers, *DAWN.COM* a rapporté la dégradation de «documents historiques importants d'avant et après la création du Pakistan» dans la bibliothèque Dr. Mahmud Husain à l'Université de Karachi, incluant des documents qui apparemment auraient dû être envoyés aux archives nationales. L'article a également indiqué que le département d'histoire de l'université "a prévu une formation diplômante de deux ans pour la gestion des archives et a également réussi à obtenir des fonds pour le projet. Mais ils n'ont pas pu trouver des archivistes formés, de sorte que le projet a dû être abandonné." <http://dawn.com/2012/09/24/key-sources-of-national-history-gathering-dust-in-ku-library/>

Russie. En 2009, un archiviste et un historien ont été accusés de la collecte et de la diffusion illégales d'informations sur les Allemands ethniques soviétiques qui ont été victimes de la répression politique en URSS (voir les Nouvelles HRWG de décembre 2011). Condamné en décembre 2011, le 16 août, l'historien a déposé une demande d'audience devant la Cour européenne des droits de l'homme, arguant que son arrestation violait les articles 7 (pas de peine sans loi) et 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne des droits de l'homme. <http://www.svobodainfo.org/en/node/2122>

Human Rights Watch a fait un rapport sur une famille dont la maison a été détruite pour faire place à des installations pour les Jeux Olympiques de 2014 à Sotchi. Dans une suite du récit, *Transitions Online* a rapporté que bien que les autorités affirment que la maison était une "structure illégale» et que donc la famille ne méritait aucune compensation, la famille possédait un "permis de construction" et des documents des impôts fonciers annuels payés; de plus, la famille n'a pas reçu d'avis officiel de l'arrêt de la Cour que la maison pourrait être détruite. <http://www.hrw.org/news/2012/09/14/russia-halt-house-demolition-olympics>; <http://www.tol.org/client/article/23379-yoko-ono-to-honor-pussy-riot-bishkek-calls-russian-partnership-crucial.html>

Serbie. Un tribunal de Belgrade a ordonné à la République de Serbie de verser une indemnité à un Bosniaque qui, sous la torture, avait signé une fausse confession. Ceci est un exemple des problèmes pour assumer l'exactitude des documents dans les archives de la police et de la nécessité de faire attention lorsqu'on donne accès à ces documents. www.hlc-rdc.org

Sierra Leone. Le nouveau site web de la Commission Vérité et Réconciliation de la Sierra Leone a été lancé le 30 août avec des liens vers de nombreux documents numérisés, des documents audiovisuels et des ressources connexes. <http://www.sierraleonetr.org/index.php/resources/the-hinga-norman-saga>

Afrique du Sud. Le président a nommé une commission d'enquête pour enquêter sur la mort de 44 personnes à la mine de Lonmin à Marikana. Le mandat est large, et les preuves documentaires allant des messages de téléphone portable aux enregistrements vidéo, rapports d'autopsie et dossiers officiels de la police seront nécessaires. Dans cette importante enquête, les archivistes doivent être impliqués dans la gestion de la documentation et s'assurer que les documents seront transférés aux Archives nationales lorsque l'enquête sera terminée. Le cadre de référence se trouve à

<http://www.politicsweb.co.za/politicsweb/view/politicsweb/en/page71654?oid=328041&sn=Detail&pid=71616>

Thaïlande. La Commission de vérité pour la réconciliation de Thaïlande a publié son rapport sur les émeutes de Bangkok de 2012, dans lesquelles plus de 90 personnes sont mortes. Le rapport et les documents justificatifs doivent maintenant être conservés en sécurité dans des archives.

<http://www.nytimes.com/2012/09/18/world/asia/report-on-2010-thai-riots-warns-that-conflicts-persist.html>

Turquie. Le procès de masse de 365 responsables militaires de haut rang actifs et retraités chargés d'avoir planifié un coup d'Etat, sous le nom de code Sledgehammer, en 2003, a pris fin avec des condamnations et des peines d'emprisonnement de longue durée. La controverse sur le procès se centre sur les documents invoqués par le tribunal, qui ne semblent pas satisfaire aux critères de base d'authenticité et de fiabilité de la gestion des documents. Pour un rapport sur le verdict, voir <http://www.guardian.co.uk/world/2012/sep/25/turkey-sledgehammer-coup-trial-verdict> ; pour une analyse de la documentation, voir le blog

<http://turkeyetc.wordpress.com/2010/12/17/the-sledgehammer-anachronisms/>

Royaume-Uni. Le Groupe indépendant d'experts Hillsborough qui a enquêté sur la mort de 96 personnes lors d'un match de football en 1989, a publié son rapport final. Le Groupe a sagement inclus Sarah Tyacke, ancienne Garde des archives publiques du Royaume-Uni, et la gestion des documents rassemblés par le comité et publiés en ligne est un modèle d'accès aux dossiers, tenant compte de l'impact de la divulgation aux personnes touchées par les événements. Pour le rapport et le site Web, voir <http://hillsborough.independent.gov.uk/>; Pour un bon commentaire de blog sur les implications archivistiques du rapport, voir M. Sarah Wickham

<http://msarahwickham.wordpress.com/2012/09/13/justice-and-accountability-23-years-on/>

Ecosse. La Commission de l'information écossaise a condamné un gouvernement local à une amende d'un quart de million de livres "après que des documents contenant des détails sur son personnel aient été jetés dans la poubelle d'un supermarché", a rapporté *itpro.co*.

<http://www.itpro.co.uk/642787/ico-fines-scottish-council-after-staff-records-binned>

États-Unis. Aucun document n'a eu autant d'impact aux États-Unis en septembre que la vidéo anti-islamique postée sur Internet par un homme de Californie, qui a conduit à des troubles continus dans de nombreux endroits du monde. Bien que l'emplacement de la vidéo d'origine soit inconnu, des copies de celle-ci résident clairement dans les archives informatiques des forces de sécurité, des organismes d'enquête et des militants qui ont des positions variées sur la vidéo elle-même. Dans l'attaque contre le consulat américain à Benghazi qui a suivi la publication de la vidéo, l'ambassadeur américain et trois autres personnes ont été tués. Un élément de preuve important est apparu peu de temps après l'attaque quand une vidéo amateur a été publiée montrant une foule de Libyens retirer le corps de l'ambassadeur à travers la fenêtre de la pièce où il est mort. http://www.nytimes.com/2012/09/17/world/middleeast/video-appears-to-show-libyans-retrieving-envoys-body.html?_r=0

Egalement peu de temps après l'attaque, un journaliste de CNN a trouvé les 7 pages du journal de l'ambassadeur, les a utilisées pour sa publication, puis les a remises à un émissaire qui les a

remises à la famille de l'ambassadeur. Le Département d'Etat et d'autres ont critiqué CNN pour avoir utilisé le journal avant d'avoir obtenu la permission de la famille pour utiliser les informations qu'il contenait. http://www.huffingtonpost.com/2012/09/22/cnn-christopher-stevens-personal-journal-libya_n_1905650.html?view=screen

En analysant des données recueillies par le Privacy Rights Clearinghouse, une entreprise a déclaré qu'à partir du 1er janvier 2009, et jusqu'au 31 mai 2012, il y a eu 268 incidents dans les administrations des gouvernements avec plus de 94 millions de documents contenant des renseignements personnels identifiables exposés. <http://www.rapid7.com/docs/Data-Breach-Report.pdf>

Echo inquiétant de l'étude présentée ci-dessus, une étude de l'Institute of Medicine, un organisme du gouvernement fédéral, a révélé que la gestion des dossiers médicaux électroniques est parfois un avantage et parfois un risque. Il a démontré que les systèmes qui utilisent des mécanismes informatisés et des codes-barres consistent à rendre la médication plus sûre, mais que les systèmes mal conçus "peuvent introduire de nouveaux types de risques qui compliquent encore les soins en augmentant les erreurs de dosage, de défaillances à détecter les maladies et des retards de traitement." <http://uspolitics.einnews.com/247pr/303710>; <http://www.nytimes.com/2012/09/22/business/medicare-billing-rises-at-hospitals-with-electronic-records.html?pagewanted=all>

Toujours dans le domaine de la santé, un chercheur a examiné les lettres d'avertissement envoyées par la Food and Drug Administration américaine aux entreprises qui fabriquent "des compléments alimentaires" et «a constaté que les problèmes de gestion des documents étaient en haut de la liste des choses que les inspecteurs de la FDA trouvaient" au cours des inspections des installations de fabrication. Les entreprises ont été citées pour ne pas avoir «établi les spécifications du produit pour l'identité, la pureté, la force et la composition du lot terminé d'un des suppléments diététiques," mettant potentiellement en danger tous ceux qui prennent des compléments alimentaires. <http://www.nutraingredients-usa.com/Regulation/GMPs-Lack-of-records-starting-to-sound-like-broken-record>

Lors d'une réunion du Conseil consultatif américain sur les rayonnements et la santé des travailleurs, un ancien employé de l'entrepreneur qui décontaminait l'usine de Flat Rocky (elle a fabriqué des armes nucléaires entre 1952 et 1992) a déclaré au Conseil que le PDG de la compagnie lui a ordonné de "détruire les dossiers médicaux" des personnes qui ont travaillé au nettoyage. <http://www.huntingtonnews.net/44314> Pour les témoignages d'anciens travailleurs de l'usine discutant des dossiers manquants, voir http://www.eecap.org/Rocky_Flats_oral_presentation.pdf

Twitter a remis la valeur de trois mois de tweets à un juge qui supervise le procès criminel d'un manifestant de Occupy Wall Street, a rapporté *l'Associated Press*. http://www.google.com/hostednews/ap/article/ALeqM5ivw1ah1BpPrG5T8m_b4TqFbiuBdA?docId=bdefc8c490a243f6adeafb63d26e5533

En juin 2012, un tribunal a ordonné aux Boy Scouts of America de communiquer leurs archives confidentielles concernant des allégations d'abus sexuels par les adultes dans le cadre du

programme de scoutisme (voir les Nouvelles HRWG de février et juin 2012). Le *Los Angeles Times* a pu examiner 1'600 de ces dossiers datant de 1970 à 1991 et dans un long article, il décrit la «trace écrite de la violence» qu'il a trouvée.

<http://www.latimes.com/news/local/la-me-boy-scouts-files-20120916,0,6937684.story>

En vertu d'un nouveau programme gouvernemental appelé "Action différée", des immigrés sans-papiers peuvent obtenir la permission de rester aux Etats-Unis. Pour être admissibles, les candidats doivent fournir une documentation qui, selon le *Washington Post*, "peut être décourageante", car beaucoup d'entre eux "ont passé des années à essayer de ne pas laisser une empreinte" ou une trace papier.

<http://pqasb.pqarchiver.com/washingtonpost/access/2759944781.html?FMT=FT&FMST=ABS:FT&date=Sep+14%2C+2012&author=Tara+Bhrampour&desc=In+search+of+their+paper+trail&free=1>

Dans un article connexe, le *Huffington Post* a rapporté que "des milliers d'immigrés clandestins ont inondé" le district scolaire de Los Angeles, en Californie, avec "des demandes de copies de documents qui pourraient les qualifier" pour le programme d'Action différée.

http://www.huffingtonpost.com/2012/09/17/daca-records-laUSD_n_1890749.html

Les anciens combattants, eux aussi, ont de la difficulté avec leurs dossiers. Selon un article paru dans le *New York Times*, l'Administration des avantages sociaux pour les anciens combattants est débordée de revendications, tandis que les vétérans et leurs familles souffrent de l'absence d'aide.

http://www.nytimes.com/2012/09/28/us/veterans-wait-for-us-aid-amid-growing-backlog-of-claims.html?_r=1&hp

Arizona. Le *Arizona Republic* a indiqué que l'administration d'Etat pour l'aide sociale des enfants "a découvert un problème informatique. Les fonctionnaires prétendent qu'il a gardé des documents publics hors de portée des parents, des avocats et d'autres pour plus de 15 ans ; c'est un dysfonctionnement qui aurait pu mener au retrait injuste d'enfants et qui aurait empêché les soignants de soutenir des actions civiles contre l'État".

http://www.azcentral.com/news/articles/2012/09/17/20120917arizona-cps-undisclosed-records-downplayed.html?nclick_check=1

Kansas. L'assassinat d'une famille au Kansas en 1959 a été la base d'un best-seller de Truman Capote intitulé *In Cold Blood* [*De sang froid*]. La famille de l'investigateur principal de l'affaire (maintenant décédé) a mis aux enchères 14 boîtes de "photographies macabres des lieux du crime, des lettres, des carnets et autres documents sur le cas", que l'enquêteur avait gardées à son domicile, a rapporté le *Wall Street Journal*. Lorsque l'État du Kansas a appris la vente prévue, il leur a intenté un procès, en faisant valoir que les documents appartenaient à l'Etat.

<http://online.wsj.com/article/SB10000872396390444554704577643401871201044.html>

Missouri. Tournure inhabituelle pour un cas d'abus sexuel d'un enfant par un prêtre, c'est le plus grand groupe de défense des victimes d'abus sexuels par des prêtres, le Survivors Network of those Abused by Priests, qui a été condamné à donner "environ 180 documents qui ont été cités par les avocats pour un prêtre catholique accusé d'abus sexuels".

http://www.nytimes.com/2012/09/14/us/missouri-documents-turned-over-in-priests-abuse-case.html?_r=1&src=rechp

Publications et annonces.

L'ONG russe International Memorial Society et l'ONG américaine National Security Archive ont publié conjointement en ligne des documents déclassifiés américains sur les dissidents soviétiques, "correspondant avec des rapports et des lettres rédigés par les dissidents eux-mêmes, provenant de la Memorial Society Archives à Moscou", a indiqué le communiqué de presse. "La croissance de la dissidence soviétique dans les années 1960 et 1970 a joué un rôle de catalyseur dans la transformation des droits de l'homme en une norme internationale de comportement prévue de l'Etat, selon les documents nouvellement publiés ; et tandis que la répression soviétique a réussi à court terme en exilant ou en emprisonnant la plupart des principaux dissidents, le déficit de légitimité résultant a contribué à l'effondrement du système communiste à la fin des années 1980". Voir le livre n ° 391 du National Security Archive Electronic Briefing, <http://www.nsarchive.org>

Le Centre des Hautes Etudes sur l'Holocauste du Holocaust Memorial Museum des Etats-Unis accepte maintenant les candidatures pour le concours des bourses 2013-2014. Le centre accorde des bourses pour soutenir significativement la recherche et la rédaction sur l'Holocauste et accueille les propositions des chercheurs dans toutes les disciplines pertinentes. Pour obtenir des directives sur le concours des bourses et/ou pour présenter une demande, consultez www.ushmm.org/research/center/fellowship Demandes et documents à l'appui doivent être reçus d'ici au 30 novembre 2012.

SPARC, l'organisme de la Scholarly Publishing and Academic Resources Coalition, promeut la semaine du 22-28 octobre comme «Semaine du libre accès» partout dans le monde. Pour plus d'informations, voir http://www.openaccessweek.org/?cid=EXT_WBPubsAlerts_P_EXT

* * * * *

Partagez l'information avec nous ! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour vous abonner au bulletin, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cet URL: http://www.unesco.org/archives/hrnews/hr3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin se trouvent en ligne sur <http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>, ainsi que sur le site de l'UNESCO.

(traduction française : Cristina Bianchi)